


Revue de presse 2021-2022





N°28

25 avril au 9 mai 2022





Cliquez sur le  pour accéder aux articles de presse
Les articles sont développés dans les pages suivantes

Les titres de la presse

Armement

-  1. En Allemagne, les industriels de l'armement redorent leur blason
-  2. Défense : Thalès acquiert une entreprise suisse

International

-  3. M. Macron veut « œuvrer activement au rétablissement de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine »
-  4. Taïwan: face à la crainte d'une invasion, les formations de défense civile se multiplient
-  5. L'Indonésie invite Poutine au sommet du G20, embarras à Washington
-  6. Moldavie. Après les explosions en Transnistrie, « nous sommes vigilants », assure Jean-Yves Le Drian

Opérationnel

-  7. Un avion de renseignement russe a violé l'espace aérien suédois

Armement

1. En Allemagne, les industriels de l'armement redorent leur blason

La guerre en Ukraine, ou « l'opération militaire spéciale » comme l'appelle le Kremlin, a débuté le 24 février 2022. Presque deux mois et demi après le début du conflit, rien ne semble réellement se débloquer : l'offensive russe s'est ainsi recentrée sur la région du Donbass et sur le pourtour de la Mer Noire. Nombre de pays occidentaux ont apporté un soutien moral ou matériel sans pour autant entrer en guerre. Les ponctions sur les matériels existants ainsi que l'état de l'industrie de défense peuvent toutefois poser question. C'est en effet le même constat qu'Olaf Scholz, chancelier d'Allemagne, fait le 27 février 2022. La Bundeswehr est sous-équipée, il devient important pour le chancelier de pallier à cet état de fait. Il promet ainsi 100 milliards d'euros à la Bundeswehr, et les dépenses destinées à la défense représenteront à terme 2% du PIB annuel. Les actions en bourse de Rheinmetall (compagnie d'armement allemande) ont doublé après cette annonce.

Ce 26 avril, la ministre de la Défense, Christine Lambrecht, accepte de fournir des chars Gepard aux Ukrainiens (matériel mis en réserve depuis dix ans). Ce don symbolise une sorte d'« union sacrée » entre la CDU-CSU et la coalition « feu tricolore », du chancelier Olaf Scholz, mêlant sociaux-démocrates (SPD), écologistes et libéraux (FDP), sur l'importance du conflit en Ukraine et sur la nécessité d'envoyer du matériel pour soutenir l'effort de guerre ukrainien. Ces discussions le 27 avril font malgré tout naître de vifs débats sur cette question. Bien qu'il soit admis par tous qu'il faut moderniser l'armée, la manière de le faire est très discutée. Du côté de la CDU-CSU, les débats emmènent vers une sacralisation des 100 milliards d'euros pour la Bundeswehr uniquement, alors que d'autres formations politiques dont la SPD souhaitent élargir ces dépenses, tandis que la question des 2% du PIB est encore en suspens.

2. Défense : Thalès acquiert une entreprise suisse

Dans le portefeuille de l'entreprise française de défense et de sécurité Thales, on trouve notamment des solutions d'entraînement et de simulation à destination des forces armées. Ce pôle vise à être enrichi par la nouvelle acquisition de Thales via l'achat de la société suisse RUAG Simulation & Training, faisant de Thales un des leaders européens de l'entraînement. Le portefeuille vise ainsi à être enrichi d'outils de simulation virtuels comme physiques, à l'image du système d'entraînement du soldat Gladiator.

International (1/2)

3. M. Macron veut « œuvrer activement au rétablissement de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine »

L'appui de l'Ukraine par la France continue de se préciser dans le cadre du second mandat présidentiel d'Emmanuel Macron pour la sauvegarde de « l'intégrité territoriale de l'Ukraine ». Comme d'autres pays, la France s'engage ainsi à fournir, au-delà des équipements de protection et des missiles, des systèmes d'artillerie et notamment le système Camion équipé d'un système d'artillerie (CAESAR). Elle n'est pas le seul pays à prévoir des livraisons de matériels de guerre autre que des munitions : radars, systèmes d'artillerie, systèmes de défense anti-aérienne, véhicules de combat, la liste continue de s'allonger, entraînant des réponses du Kremlin fustigeant l'aide occidentale. Ce mardi 3 mai 2022, le premier ministre britannique Boris Johnson s'est même exprimé directement face au Parlement ukrainien pour témoigner de son soutien et de la continuation du soutien militaire, avec drones et appareils de vision nocturne.

4. Taïwan: face à la crainte d'une invasion, les formations de défense civile se multiplient

L'invasion de l'Ukraine par la Russie a suscité à Taïwan une crainte de voir la Chine envahir leur archipel, qui compte 24 millions d'habitants. Le gouvernement taïwanais a publié un manuel de survie en temps de guerre et cherche à allonger la durée du service militaire. En outre, la population se mobilise également au travers de la mise en place de formations de premier secours et de défense civile. Pour exemple, l'association Maidike à Taipei a adapté ses formations aux situations de guerre en enseignant les gestes nécessaires à l'arrêt d'une hémorragie, la mise en œuvre d'une évacuation de blessés, etc. D'ailleurs, ce genre de formation est de plus en plus demandé depuis les débuts de l'invasion russe.

Pourtant, à Taïwan, la formation des citoyens à la réserve militaire ou civile reste taboue. Or, selon de récents sondages, 70% des Taïwanais se disent prêts à se défendre en cas d'invasion chinoise.

International (2/2)

5. L'Indonésie invite Poutine au sommet du G20, embarras à Washington

L'exécutif indonésien, à la présidence du G20 (Groupe des 20) pour l'année 2022 et naturellement en charge de son sommet annuel qui se tiendra à Bali en novembre prochain, a fait savoir le vendredi 29 avril qu'il y inviterait le président ukrainien Volodymyr Zelensky ainsi que son homologue russe Vladimir Poutine, ce dans le contexte du conflit russo-ukrainien qui court depuis 2014, et qui s'est brusquement accéléré depuis février 2022 avec l'entrée des troupes russes sur le territoire ukrainien. Nécessairement, cette invitation du président russe a fortement déplu aux Etats-Unis de Joe Biden. Le président américain a exprimé publiquement son opposition à la présence du président Poutine au G20, d'autant plus que les Etats-Unis accusent la Russie de crimes de guerre. Par conséquent, bien que ne s'étant pas encore prononcé sur le sujet, on pourrait imaginer que les Etats-Unis pourraient se faire remarquer à ce rendez-vous annuel par leur absence ou bien par l'envoi d'une délégation diplomatique de rang inférieur.

Le Président Poutine a pour sa part remercié Jakarta pour l'invitation, souhaitant un franc succès au sommet et assurant de la participation russe, sans toutefois préciser quelle forme prendrait cette participation. Cette position de la part de l'Indonésie de non-alignement n'est pas étonnante : si la plupart des pays occidentaux ont réagi fermement au conflit russo-ukrainien, ce n'est pas toujours le cas du reste du monde. Le même jour, l'actuel président de l'Indonésie a également notifié dans un tweet sa volonté d'œuvrer pour la paix par des négociations afin que la guerre cesse. L'Indonésie souhaite ainsi pouvoir discuter et conserver des relations diplomatiques avec les deux parties au conflit.

6. Moldavie. Après les explosions en Transnistrie, « nous sommes vigilants », assure Jean-Yves Le Drian

Des explosions suspectes ont eu lieu dans la région de Transnistrie, revendiquée par la Moldavie mais de fait autonome. Ce pays autoproclamé, non reconnu par la communauté internationale, est considéré comme pro-russe. La Moldavie a quant à elle choisi la neutralité vis-à-vis de la possible intégration à l'OTAN, mais a néanmoins déposé une demande pour intégrer l'Union européenne. Le débordement potentiel du conflit russo-ukrainien serait donc un danger, dans une région où l'on parle ukrainien, roumain et russe.

7. Un avion de renseignement russe a violé l'espace aérien suédois

Le 2 mars 2022, deux bombardiers tactiques russes Su-24 « Fencer », escortés par deux Su-27 « Flanker » se sont brièvement introduits dans l'espace aérien de l'île de Götland, en Suède. En réponse à cela, la force aérienne suédoise a été contrainte de faire décoller en urgence une patrouille de JAS-39 Gripen pour les intercepter. Cette violation a été qualifiée d'intentionnelle par les autorités suédoises.

Pour rappel, tandis que l'adhésion de la Suède à l'Otan se précise, la Suède a annoncé le 29 avril son intention d'investir 1,6 Md de couronnes suédoises (environ 150M d'euros) pour le renforcement de ses infrastructures militaires sur l'île stratégique de Götland. En 2015, la Suède avait décidé d'y réaffecter des troupes eu égard à l'intensification des activités aériennes et navales russes dans la région. Malgré l'indignation de Peter Hultqvist, ministre suédois de la Défense, et une notification diplomatique adressée à la Russie, un autre avion russe s'est introduit dans l'espace aérien suédois dans la soirée du 29 avril. Il s'agissait d'un avion de renseignement de type An-30 (biturbopropulseur conçu en 1970 par Antonov), auparavant utilisé pour les missions d'observations effectuées dans le cadre du traité « Ciel ouvert », que la Russie a dénoncé à la suite des Etats-Unis. En revanche, cette violation n'a pas été qualifiée d'intentionnelle ; selon Therese Fagerstedt, porte-parole de l'Etat-major suédois, une analyse est en cours pour en découvrir les raisons. Cependant, le général Edström a estimé que — au regard des tensions actuelles — il est « tout à fait irresponsable et peu professionnel de voler si près de nos frontières ».